

**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT  
RURAL**

\*\*\*\*\*

**SECRETARIAT GENERAL**

\*\*\*\*\*

**REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple - Un But - Une Foi**

\*\*\*\*\*

S.E. Monsieur Mohamed Makiyou Coulibaly  
Coordinateur National chargé des questions d'alimentation et de nutrition

**INTERVENTION DU MALI A LA 2<sup>ème</sup> CONFERENCE  
INTERNATIONALE SUR LA NUTRITION**

**Du 19 au 21 NOVEMBRE 2014 à ROME**

**Novembre 2014**

Monsieur le Directeur Général de la FAO

Madame la Directrice Générale de l'OMS

Mesdames et Messieurs les Ministres de l'Agriculture et  
Ministres de la Santé des Membres et Membres  
associés de la FAO et de l'OMS;

Mesdames et Messieurs les Membres de l'Organisation  
des Nations Unies et de ses Institutions spécialisées;

Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs  
et Représentants des Organisations Internationales;

Mesdames et Messieurs les représentants de la société  
civile à travers le monde;

***Honorables invités ;***

***Mesdames et Messieurs,***

C'est un insigne honneur pour moi de m'adresser à cette auguste assemblée dans le cadre de la tenue de la deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition

La malnutrition est un défi majeur pour un nombre important de ménages maliens. La dernière enquête démographique et de santé montre que plus d'un tiers des enfants maliens souffrent d'un retard de croissance. La situation nutritionnelle du Mali reste préoccupante avec des taux de malnutrition aiguë globale (MAG, émaciation) chez les enfants qui varient entre le seuil critique (10%) et le seuil d'urgence (15%). Les résultats de l'enquête nutritionnelle nationale SMART de 2012 ont montré un taux de malnutrition aiguë globale chez les enfants de 6 à 59 mois de 8,9% dont 2,3% de malnutrition aiguë sévère (MAS). Selon la même enquête la prévalence de la malnutrition chronique globale était de 29,1%; alors que celle de l'insuffisance pondérale était de 20,0% dont 5,2% souffre de la forme sévère. De même, les interventions des différents acteurs de la nutrition n'étaient pas suffisamment coordonnées. Au Mali, les causes de la malnutrition sont

diverses et concernent quasiment tous les aspects de la vie – l'éducation, la santé, l'alimentation, les moyens de subsistance, l'eau et l'assainissement, la protection sociale, et le peu de rôle de décision des femmes. Rappelons simplement que le développement humain durable d'un pays passe nécessairement par l'assurance pour celui-ci de disposer de ressources humaines valides et en bonne santé jouissant de toutes leurs capacités de production dont une nutrition adéquate en est un déterminant critique. En 2012 un panel d'experts en économie, de renommée internationale, a montré que pour chaque dollar investi dans la réduction de la malnutrition, le retour était de 30 dollars en termes d'amélioration de la santé, de l'éducation et de la productivité. Ils en ont conclu que la lutte contre la malnutrition devrait être une priorité des décideurs politiques.

Mesdames et messieurs,

La lutte contre la sous nutrition au Mali est un pan de la lutte globale contre la pauvreté, laquelle met l'accent sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle comme cadre de résorption des difficultés liées à l'acquisition des aliments de qualité. La sous nutrition frappe surtout les couches les plus vulnérables que sont les femmes enceintes et les enfants.

***Honorables participants,***

***Mesdames et Messieurs.***

Le Gouvernement du Mali a souscrit aux résolutions de la première Conférence internationale sur la nutrition, à celles du sommet mondial sur la nutrition et l'alimentation ainsi qu'aux objectifs du millénaire pour le développement (OMD). En 2005, le Gouvernement a adopté le Plan Stratégique National pour l'Alimentation et la Nutrition 2005-2009 qui n'a malheureusement pas été suffisamment utilisé en tant qu'outil intersectoriel de mise en œuvre des interventions de nutrition.

En décidant d'élaborer une politique nationale de nutrition, le Mali s'est doté d'un cadre de référence pour les différents intervenants et interventions en la matière en vue de contribuer à rendre plus systématique la prise en compte des objectifs de nutrition dans les politiques et programmes de développement.

*La politique nationale de Nutrition adoptée par le gouvernement en janvier 2013 a été déclinée en un Plan d'Action multisectoriel élaboré de manière très participative avec l'expertise de cadres des divers Ministères – notamment : la Santé, le Développement Rural, l'Éducation, l'Action Humanitaire, la Promotion de la famille à travers leurs Services Techniques et les partenaires techniques et financiers, les ONG, la société civile et le secteur privé. Ce Plan d'Action multisectoriel a ensuite été budgétisé de manière détaillée; un budget portant sur 14 axes stratégiques déclinés en 107 interventions. Ce Plan d'Action budgétisé a été adopté au Conseil National de Nutrition en Juin 2014 sous le leadership du Ministre de la Santé, en notre présence du Ministre du Développement Rural, et du Ministre Commissaire à la Sécurité Alimentaire et des représentants d'une vingtaine de départements ministériels.*

*Permettez-moi de saluer ici le précieux accompagnement technique et financier de REACH (Approche multi-Agences FAO, OMS, PAM et UNICEF pour réduire la malnutrition maternelle et infantile).*

***Mesdames et messieurs,***

La coordination intersectorielle, presque inexistante il y'a un an, est aujourd'hui une réalité à consolider pour l'harmonisation des approches de mise en œuvre et pour l'équilibre d'effort entre les principaux secteurs concernés par la nutrition. La causalité complexe de la malnutrition appelle une approche multisectorielle et intersectorielle, incluant notamment, la santé, l'économie, l'éducation et une dimension sociale en plus de la question alimentaire.

La mise en œuvre des programmes de nutrition a aussi montré qu'il est possible d'améliorer la situation nutritionnelle de la population malienne en capitalisant les expériences acquises, en accélérant les efforts tout en respectant l'équilibre entre les différents secteurs et en valorisant de façon synergique leurs contributions.

***Mesdames et messieurs,***

*Le Gouvernement du Mali a fait de la nutrition une priorité comme le témoigne la prise en charge des questions de nutrition dans tous nos programmes de*

*production alimentaire. Le plan annuel de Campagne de productions Agricoles est désormais un plan sensible à la nutrition, un plan qui intègre l'aspect nutritionnel. L'intégration explicite d'objectifs nutritionnels dans la politique de Développement Agricole puis dans le Plan National d'Investissement dans le Secteur Agricole 2015/2025 illustre à suffisance notre inébranlable volonté de traiter la sous nutrition de façon globale et systémique. Le Mali déploie en étroite collaboration avec tous les acteurs de « l'initiative Alliance Globale pour la Résilience au Sahel et dans les pays de l'Afrique de l'Ouest » (AGIR) des efforts inlassables pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme national de résilience des petites exploitations familiales Agricoles qui produisent plus de 85% des aliments du pays. La résilience des petits paysans doit être renforcée face au changement climatique, qui est désormais une donnée que nous prenons en compte dans toutes nos planifications agricoles.*

*Des enquêtes ont permis de constater que la plus grande zone de production agricole du pays est celle qui renferme le plus fort taux de sous nutrition, d'où également la nécessité de mettre en œuvre des programmes d'éducation nutritionnelle. Ceci montre que la sécurité nutritionnelle implique bien plus que le simple accès à une alimentation adéquate, elle requiert tout aussi l'accès aux micronutriments, à de l'eau salubre, à l'hygiène et l'assainissement, à des services de santé de bonne qualité, à des bonnes pratiques au niveau de l'allaitement exclusif, à une amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et une bonne pratique nutritionnelle de ces ménages.*

*La prise en compte effective des contraintes qui affectent les aptitudes de la femme rurale maillon fort de la lutte contre la malnutrition à optimiser l'alimentation de la famille doit permettre d'améliorer la capacité de production de cette dernière et de lui procurer plus de revenus afin de faire face aux conditions du ménage.*

*Aussi la mise en place de systèmes de suivi-évaluation adaptés, et le suivi d'indicateurs relatifs à la nutrition ainsi qu'à la qualité de l'apport et du régime alimentaire, en plus des chiffres de production et de disponibilité des denrées alimentaires de base sont des accompagnements forts pour veiller à encren la prise en charge de la malnutrition dans les efforts de production.*

***Mesdames et Messieurs.***

***Honorables invités,***

Le Mali est prêt à convenir d'un nouveau cadre d'action mondial pour lutter efficacement contre les grands problèmes de nutrition au cours des prochaines décennies. Nous sommes dans cette disposition et sommes assez mobilisés avec en ligne de mire les six cibles volontaires convenues à l'Assemblée mondiale de la santé en mai 2012.

***Mesdames et Messieurs.***

***Honorables invités,***

Je ne saurai terminer mes propos sans adresser mes vives félicitations et tout mon encouragement à la FAO et à l'OMS pour la bonne tenue de ce grand forum.

Permettez-moi de renouveler les remerciements du Mali au REACH (FAO, PAM, OMS et UNICEF) qui apporte un appui essentiel au développement de la lutte contre la malnutrition dans notre pays, au Canada et à tous les autres partenaires de la nutrition.

***Mesdames et Messieurs.***

Je vous remercie de votre aimable attention !